

Fessenheim : la deuxième étape d'une dérive funeste

Le 30 juin prochain, le deuxième réacteur de la Centrale de Fessenheim sera définitivement arrêté. C'est une capacité annuelle de production en continu de 6 TWh d'électricité décarbonée qui sera mise au rebut alors qu'elle était en capacité de continuer à produire en toute sûreté pendant de nombreuses années.

Ce contre signal interroge à nouveau sur la capacité de nos gouvernants à mettre leurs décisions en cohérence avec leurs discours.

Qu'entendons-nous en effet ?

Que le monde d'après la crise du Covid 19 sera obligatoirement différent de celui d'avant, plus solidaire, plus attentif aux enjeux planétaires...

Et dans les faits, que se passe-t-il?:

- le 22 février dernier, le premier réacteur de la centrale de Fessenheim est définitivement arrêté : son remplacement par l'équivalent de production en Europe génère 2 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires par an
- une centrale à charbon de 1 100 MW est mise en service en Allemagne courant avril. Le soi-disant champion des énergies renouvelables, ne respecte pas ses engagements de baisse des émissions de CO₂, et doit mettre en service cette centrale qui émettra 9 millions de tonnes de CO₂ par an. Le réseau électrique étant européen, ce démarrage n'est pas sans lien avec l'arrêt de Fessenheim. En effet, l'arrêt de moyens de production pilotables (qui sera massif dans les années à venir), ne peut pas être compensé par des moyens renouvelables dont la production reste très variable et aléatoire
- le 30 juin, c'est le second réacteur de la centrale de Fessenheim qui sera définitivement arrêté : son remplacement par l'équivalent de production en Europe générera aussi 2 millions de tonnes de CO₂ supplémentaires par an.

En quelques mois donc, voilà 13 millions de tonnes d'émissions supplémentaires par an suite à des décisions politiques parfaitement évitables et dont les conséquences néfastes devront être assumées.

Après l'arrêt du premier réacteur de Fessenheim, 7 de nos ministres s'étaient félicités, dans une tribune, de ce qu'ils qualifiaient d'une étape historique. Une étape peut être historique sur le plan électoral qui leur permettra de grapiller quelques voix, mais certainement pas une étape historique pour notre planète qui multiplie pourtant les rappels à l'ordre que nos politiques n'intègrent que dans les discours.

Nous réaffirmons que cette fermeture est une triple faute :

- une faute grave dans la lutte contre le changement climatique
- le sacrifice d'un atout essentiel pour le pays et de 2000 emplois hautement qualifiés
- un risque important pour la garantie de fourniture d'électricité en France et en Europe

Au mois d'avril a été publié le décret de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie qui, après des mois d'une consultation qui ont servi à écouter surtout ceux qui étaient d'accord avec le Prince, entérine la poursuite d'une stratégie française qui démontre, semaine après semaine, qu'elle est mauvaise pour le climat, excessivement coûteuse et qu'elle met en danger la sécurité d'approvisionnement en électricité des français.

L'illustration de cette absurdité ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Le 11 juin dernier, la ministre de la

Transition Écologique et Solidaire a communiqué ses craintes pour la sécurité d'approvisionnement au cours de l'hiver 2020-2021. Elle a annoncé toute une série de mesures d'effacement de la consommation, espérant, selon ses dires, effacer « l'équivalent de la production de 2 réacteurs nucléaires »..., c'est à dire très précisément la production dont la France s'est privée en fermant la centrale de Fessenheim!

Réveillons-nous! Regardons la réalité en face!

Arrêtons de foncer dans le mur!

Tournons le dos à la démagogie et agissons... efficacement!